

Thierry FOSSIER
Curriculum vitae

Né le 13 juin 1956 à Paris, 14° (60 ans)

Marié à Madame Dominique GUIHAL, présidente de chambre à la cour d'appel de Paris ;

Domicile principal : 14-bis bd Morland, 75004 – Paris – secondaire : La Barbine, 63350 – Luzillat

Tél. : 06.45.56.26.19.

Magistrature :

Reçu au concours d'entrée à l'E.N.M. en 1977 - Service National en 1978 - Auditeur de justice à Lille en 1979 et 1980.

Fonctions exercées en première instance : juge d'instruction (Hazebrouck, 1981-1982), juge d'instance (Lens, Amiens, Rennes : 1982-1992), juge T.G.I. (propriété, contrats, construction : Rennes, 1992-1994 - droit patrimonial de la famille ; responsabilité civile : Grenoble 2000-2003), juge des enfants (Grenoble, 1994-1997), juge aux affaires familiales (Grenoble, 1997-2000), juge de l'exécution (Grenoble, 1994-2002), président du tribunal correctionnel (Grenoble, 1994-2003)

Fonctions exercées en appel : chambre de l'instruction, chambre de l'application des peines et chambre des appels correctionnels (Riom, 2003-2005), chambres civiles (famille – Riom, 2003-2005), chambres commerciales (Riom, 2003-2005, Douai, 2005-2009, Paris, 2009-2010), chambre de droit fiscal et douanier (Paris, 2009-2011).

Fonctions particulières : présidence de la chambre de la régulation économique (recours contre les décisions des autorités administratives indépendantes de marché – cour de Paris, 2009-2011)

Cour de cassation : nommé conseiller en mars 2011 et affecté à la Chambre criminelle, section «Intérêts Civils» (droit civil et des assurances, droit administratif, urbanisme, environnement – procédure pénale générale)

Juge des recours en matière d'aide juridictionnelle

Depuis décembre 2013 : membre du Tribunal des conflits

Liens avec l'université – approfondissement des connaissances juridiques, de la prospective et de la réflexion sur l'institution (publications : v. plus bas):

Dans l'Université :

Docteur en droit (dir° Doyen Fulchiron) - Habilité à diriger des recherches - Deux directions de thèses en cours.

Professeur associé à Clermont I de 2002 à 2013 (procédure civile, institutions judiciaires, droit pénal spécial, criminologie, droit de la famille et des personnes) puis à Paris-Sorbonne-Cité (Paris XIII) depuis septembre 2014 (droit pénal spécial, contentieux fiscal, procédure pénale, institutions judiciaires).

Chargé du cours de droit pénal de l'environnement dans le master commun spécialisé Paris I – Paris II.

Enseignant à l'IEP de Paris (Sciences-Po) en 2010.

Pour l'Université et l'institution judiciaire:

"L'enseignement du droit en France – points de vue judiciaires", rapport remis à M. le Professeur

Mekki (au titre du Club des Juristes).

Pour les magistrats au sein de l'Ecole nationale de la magistrature : Enseignant occasionnel (droit des incapacités) puis directeur d'une session (présidents de chambre de cours d'appel) ; contributeur pour d'autres sessions (procédure civile, procédure pénale, libéralités).
Chargé de l'accueil des stagiaires de l'ENM à la Chambre criminelle

Pour les magistrats et fonctionnaires en juridiction :

Direction de rencontres ou colloques – derniers en date, Avr.2014, L'acte administratif sous le regard du juge judiciaire (actes publiés) ; mai 2016, La victime de l'infraction pénale et ses juges – En préparation, novbre 2016 : Les droits fondamentaux de la personne détenue ou retenue
Dans les cours d'appel : formations en droit pénal de l'urbanisme

Pour le Service de documentation de la Cour de cassation :

Contribution écrite, chaque année depuis 2011, au Rapport annuel de la Cour
Co-animation (2015-2016) du groupe de travail « Modernisation » : Les études de contexte et d'incidence (ECI) des arrêts de la Cour de cassation, (1) présentation générale et (2) Les prémisses des ECI dans les années 2003-2015
Contribution écrite sur la non-admission des pourvois criminels : « Renforcer le rôle des cours d'appel dans le premier examen des pourvois ».

Pour l'institution :

Membre de la commission d'avancement de la magistrature (2013-2016)

Fonctions de direction ou d'animation :

Dans les cours et tribunaux :

1990-1996 : Fondateur puis président de l'Association nationale des juges d'instance
2003-2005 : magistrat régional délégué à la protection de l'enfance
2005 : président de chambre à la Cour d'appel de Douai (2005-2009) puis à celle de Paris (2009-2011)

Auprès de la Chancellerie (période récente) :

Co-président du groupe Chancellerie de réforme du droit des incapacités (1996-2007)
Membre de la commission "Serge-Guincharde" sur la répartition des contentieux et le périmètre du juge (janv-juin 2008)

Dans les Universités ou auprès d'éditeurs :

2002-2010 : Directeur adjoint de l'Institut d'études judiciaires de Clermont-Ferrand
2005-2010 : Directeur du Master "Métiers de l'administration et Justice" (Université d'Auvergne)
2007-2009 : direction de l'équipe de refonte du J.-Cl. Civil, Art. 420à514

Fonctions de gestion d'équipes mixtes et pilotage de projets :

2009-2011 : coordinateur-animateur des treize chambres commerciales de la Cour d'appel de Paris (environ 40 magistrats et 60 fonctionnaires) ;
2011-2012 : président du jury du concours de greffier en chef.

Fonctions relatives aux technologies de l'information :

2007-2009 : désigné correspondant "Nouvelles technologies" de la cour d'appel de Douai
2009-2011 : chargé de la mise en place informatique des nouvelles règles de l'appel (anticipation et suivi du décr. 29 déc. 2009)

Relations internationales :

Chargé à la cour d'appel de Paris (2009-2011) de l'accueil des magistrats étrangers ;
SDER de la Cour de cassation : relations avec le Sénégal (formation à la Cour suprême du Sénégal en avril 2016).

Responsabilités diverses :

Justice :

Invité d'honneur du 102^e Congrès des Notaires de France (Strasbourg, 2007)
Membre du Comité national de vigilance contre la maltraitance aux personnes âgées (2002-2010)
Membre du jury d'administrateur de l'Assemblée Nationale (2009 – prés., Mme Maugué)

Université :

Membre du jury d'agrégation de droit privé (second concours – prés., M. Vareilles) en 2012-2013

Bibliographie sur les deux dernières années :

Droit pénal - droit des sanctions administratives :

OUVRAGES

Droit pénal spécial : entreprises, affaires, institutions publiques : Larcier, collec^o Paradigme – 5ème éd^o à par. Avr. 2019 – préface Premier Prés. Louvel

J.-Cl. Pénal-code, Atteintes corporelles non intentionnelles : 2012 - Contraventions contre les personnes, fasc. 20 :art. R 623-2, "Bruit" : 2015

"Droit répressif de l'environnement" : ouvrage réédité, avec Mme Guihal et le Professeur J.-H. Robert (Nov. 2016)

« Droit répressif de l'urbanisme », en collb. J.-H. Robert, éd. Economica, 2017

CONTRIBUTIONS et CHRONIQUES

Rapport à M. le Sénateur Fauchon : "La causalité dans les infractions non intentionnelles" : janvier 2015

La dualité des ordres de juridiction et les droits de la personne privée de liberté : in « Dictionnaire de l'enfermement », sous dir^o M. Giaccoppelli, Mare-et-Martin, fév. 2016 ;

Visites domiciliaires en droit de la concurrence : la balle dans le camp des entreprises : Rev. Lamy-concurrence, févr. 2015, éditorial ;

J.-Cl. Adm. Fasc. 452-20 : Contentieux pénal et civil de l'urbanisme, août 2014.

Quelles justes sanctions pour la protection des espèces animales et végétales ? Contrib. Cans Ch., et alt , Loi Biodiversité, Ce que disent les grands témoins, Mare-et-Martin, à par. Févr. 2017

Chronique « Droit pénal de l'environnement » : revue Dr.Envir. (Victoire-Editions), AJ-Pénal (Daloz), JCP éd. E et éd. G. (nombreuses contributions, 2016 à 2019), RJDE – Revue de Paris-XIII (2 contributions)

Droit des institutions, droit public :

J.-Cl. Adm. Fasc. 1052 : Répartition des compétences entre les deux ordres en matière de justice judiciaire, fév. 2015 ;

Contrib. à Dictionnaire des Régulations, sous dir. M. Bazeix et alt., LexisNexis 2016, v^o Juge judiciaire.

Droit civil et procédure civile :

Réparation d'omission de statuer et effet dévolutif de l'appel : contrib. étude sous signature «J.B.» : JCP 2016, n^o 870, p. 1492 ;

Commentaire sous Civ.2ème, 29 janv. 2015, Liquidation de l'astreinte prononcée par le juge des référés, JCP éd° G., 2015, n° 319 ;

Voies d'exécution, ouvr. collectif sous dir° T. Moussa et S. Guinchard, v° Astreinte, refonte, 2018 ;

“Les tutelles, accompagnement et protection juridique des majeurs” : en collab° Michel Bauer –

"Tutelles, curatelles et accompagnements" : en collb. Th. Verheyde et autres, éd. Litec 2010.